

Et maintenant il faut agir

Alexis Brézet

En apparence, c'est une apothéose. À 44 ans, Emmanuel Macron fait une entrée triomphale dans le club très fermé des présidents de la Ve République élus pour un second mandat. Mieux encore : seul de son espèce (si l'on met de côté le général de Gaulle, qui, la première fois, n'avait pas été désigné au suffrage universel direct), il accomplit cet exploit sans avoir à passer par la case cohabitation. Chapeau, l'artiste ! Après ce quinquennat « maudit » - les « gilets jaunes », Samuel Paty, Notre-Dame, le Covid, l'Ukraine... -, la performance n'est pas mince. Pour un « amateur », elle est même époustouflante. Marine Le Pen sèchement battue, la gauche en miettes, la droite en charpie. Jean-Luc Mélenchon qui remâche sa colère, Éric Zemmour, sa déception. Alors qu'on voit mal désormais comment la victoire, aux législatives, pourrait lui échapper, Emmanuel Macron semble avoir toutes les cartes dans son jeu. Son parti lui doit tout, ses amis n'existent que par lui. Il est libre de choisir qui il veut pour Matignon, de nommer qui bon lui semble au gouvernement. Il règne sans partage, il plane sur les eaux, il n'a jamais été aussi puissant...

Voilà, en tout cas, pour les apparences... dont chacun voit bien qu'elles n'ont qu'un lointain rapport avec la réalité. Car, en vérité, la statue de marbre est un géant aux pieds d'argile. Emmanuel Macron le sait bien, qui, dès hier soir, a ostensiblement affiché son humilité : à l'heure de son triomphe, il n'a jamais été si vulnérable. Non seulement il ne bénéficiera d'aucun état de grâce, mais les ennuis n'attendront pas le jour de son intronisation pour s'abattre sur lui.

Faisons d'emblée justice d'un mauvais procès : sa légitimité n'est pas en cause. Quand le peuple a parlé, il a parlé. Mais l'on peut fort bien être légitime et fragile à la fois. Élu par l'effet d'un rejet davantage que pour son projet, vainqueur au terme d'une campagne escamotée, sans allant ni élan, Emmanuel Macron n'est porté par aucun enthousiasme populaire. Il ne peut se targuer d'aucune adhésion majoritaire à son programme ou à sa personne. Au contraire : lui, le séducteur, qui aime tant plaire et être aimé, fait l'objet dans de larges pans de l'opinion d'une hostilité, parfois d'une haine, dont l'intensité laisse pantois.

La réalité, c'est aussi que son assise politique est étroite. Les soutiens innombrables qui, de Sarkozy à Hollande, lui font un cortège flatteur, tous ces ralliements intéressés, ces conversions opportunes, ne doivent pas faire illusion. La « grande

force centrale » qu'il imagine pour le soutenir va très probablement gagner les élections législatives, mais qui peut croire à la réalité de son ancrage populaire ?

Dans les profondeurs du pays, la proportion de Français qui soutiennent Emmanuel Macron pour lui-même et sans réserve n'a guère progressé depuis 2017 : entre un gros quart et un petit tiers de l'électorat. Ce n'est pas rien. Cela permet de remporter les élections dans le cadre institutionnel de la Ve République - surtout quand les deux autres tiers ne peuvent, par nature, trouver un terrain d'entente dans les urnes. Mais c'est bien peu - on l'a vu avec les «gilets jaunes» - lorsque vient l'adversité et qu'il faut, au quotidien, résister aux assauts conjugués des mécontents.

Elle est bien là, en effet, cette configuration nouvelle qui signe l'échec du quinquennat précédent en même temps qu'elle dessine, pour l'avenir, un vrai danger. En 2017, Emmanuel Macron s'était engagé à « tout faire » pour qu'il n'y ait « plus aucune raison de voter pour les extrêmes ». Aujourd'hui, près de six Français sur dix votent pour des partis que l'on qualifiera au choix d'extrémistes, de populistes, d'antisystème ou de protestataires, mais qui ont en commun d'être le produit d'une colère sociale qui demain pourrait trouver des voies moins pacifiques pour se manifester. Le « Marcheur » qui voulait tant supprimer l'ancien clivage droite-gauche a si bien réussi qu'entre lui et ces extrêmes il n'y a quasiment plus rien ! Conséquence : le bloc central sur lequel il prétend s'appuyer ressemble furieusement à une citadelle assiégée. Aisée, urbaine, diplômée, plus âgée qu'hier (les « gilets jaunes », le Covid et l'Ukraine sont passés par là) la « France de Macron », dans son homogénéité sociale, dessine en creux le portrait d'un pays plus fracturé que jamais : entre les riches et les pauvres, les « boomers » et les jeunes, les diplômés et ceux qui ne le sont pas, les habitants des grandes métropoles urbaines et le reste du pays...

Victoire à la Pyrrhus : la droite, la gauche, les médiations partisanes et syndicales avaient sans doute bien des défauts, mais elles avaient aussi le mérite d'inscrire les revendications particulières dans une perspective collective, d'offrir aux différends politiques un mode de résolution démocratique. Maintenant qu'elles ont disparu, cette France en miettes est renvoyée à la réalité brutale, « postpolitique », d'une nouvelle lutte des classes, d'un affrontement des générations, des origines et des identités, par nature étrangers à tout compromis. Cette France-là, dont la crise des «gilets jaunes» a montré combien elle était rétive, éruptive, colérique, est désormais à la merci de la moindre étincelle, disponible pour toutes les révoltes et les protestations. On ne peut que souhaiter bonne chance à Emmanuel Macron, à qui revient la charge, pour cinq ans encore, de la gouverner !

Car la nécessité n'a jamais été aussi grande de réformer notre pays ! De l'état calamiteux de nos finances publiques au grand délabrement de notre appareil

industriel, des conséquences multiples d'une immigration hors de contrôle à la faillite de notre système éducatif, sans oublier la grande misère de l'hôpital ou de la justice, la liste des maux qui nous accablent est tellement connue qu'on a scrupule, une fois encore, à en entonner la litanie. Sans doute trop occupés l'un et l'autre à chanter la sérénade de la dépense sociale sous les fenêtres de Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, durant cet étrange entre-deux-tours, ont soigneusement évité d'aborder les sujets qui fâchent (les électeurs). Mais la dure réalité économique, qu'aggravent encore les conséquences de la crise ukrainienne, ne va pas attendre pour se rappeler au bon souvenir du président réélu. Maintenant que le « péril Le Pen » est passé, nos partenaires européens « frugaux » (les Allemands, sur-tout, qui s'inquiètent à juste titre du retour de l'inflation) ne vont pas supporter longtemps nos fantaisies financières. Gare à la hausse des taux d'intérêt ! L'argent gratuit, c'est fini. La fête du « quoi qu'il en coûte » est terminée.

Pour le prochain gouvernement, la tenaille budgétaire est périlleuse : sur fond de ralentissement de la croissance, il va devoir lancer des réformes difficiles pour donner des gages à nos voisins, dégager des économies impopulaires pour rassurer les marchés financiers et, « en même temps », engager les dépenses d'investissements énergétiques et militaires rendues nécessaires par la situation internationale nouvelle. Autant dire qu'il ne restera pas grand-chose pour financer les promesses électorales qu'Emmanuel Macron a généreusement prodigué depuis quinze jours ! Ajoutons à cela les tensions sociales qu'un retour de l'inflation ne manquera pas de créer dans les entreprises, ainsi que ses conséquences sur l'état d'esprit des retraités, qui sont désormais le cœur de l'électorat Macron, et l'on aura une vague idée de la situation aussi inextricable qu'explosive dans laquelle peut très vite se retrouver la nouvelle équipe. Il va falloir beaucoup de courage au nouveau président pour ne pas baisser les bras.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les reculs en rafale qu'il vient de concéder pour amadouer (avec plus ou moins de réussite) les amis de Jean-Luc Mélenchon ne sont pas de bon augure. Qu'il s'agisse de l'âge de départ à la retraite, dont soudain on ne sait plus très bien s'il est ou non repoussé à 65 ans; du fameux « travailler plus pour gagner plus » proposé aux enseignants qui se transforme miraculeusement en « revalorisation sans contrepartie » ; de la volte-face sur le voile islamique, curieusement considéré comme une manifestation de féminisme ; ou de l'éloge tous azimuts de la planification, l'entre-deux-tours aura été marqué par une série de tête-à-queue électoraux particulièrement spectaculaires. Il ne faudrait pas qu'ils nous entraînent dans le fossé...

Non pas que l'on craigne qu'Emmanuel Macron place son nouveau quinquennat sous le signe du chavezocrisme, qui n'est pas précisément son genre de beauté. Mais, outre qu'il lui faudra demain gérer la frustration de tous ceux à qui il aura

raconté de belles histoires pour gagner l'élection, cette propension à dire à chacun ce qu'il veut entendre, à noyer le poisson, à dissimuler ses reculs dans les méandres du « en même temps » semble dessiner une pente inquiétante, qui fut fatale au second mandat de Jacques Chirac : celle de l'apaisement par principe, du consensus à tout prix et, pour finir, de l'inaction.

Or c'est tout le contraire dont la France a besoin ! L'égalité femmes-hommes et le combat contre le harcèlement scolaire sont certes des objectifs éminemment utiles et respectables, comme le furent en leur temps la lutte contre le cancer ou la campagne contre les accidents de la route érigées en « grandes causes nationales » par Chirac, mais la gravité de la situation appelle des réponses d'une autre dimension.

Réconcilier, oui ; rassembler, bien sûr ; recoudre, évidemment, mais dans la dynamique, pas dans l'immobilisme, qui n'a pour effet que d'aggraver tous les maux. La France a besoin de courage pour remettre en ordre ses finances publiques et engager l'indispensable réforme de l'État. La France a besoin d'audace pour reconstruire l'école et réinventer l'hôpital. La France a besoin d'imagination pour reconquérir le peuple, qui ne se reconnaît plus dans le fonctionnement de ses institutions. La France a besoin de détermination pour rétablir la sécurité, lutter contre le communautarisme islamique et l'immigration incontrôlée. Elle ne peut pas se payer le luxe de cinq années de bavardages et de procrastination.

Car il n'y a pas que le précédent Chirac : à la vérité, aucun des trois seconds mandats que la Ve République a connus (de Gaulle 1965, Mitterrand 1988, Chirac 2002) n'a laissé dans les mémoires une trace impérissable. Tous trois se sont mal terminés. Il appartient à Emmanuel Macron de faire la preuve qu'il peut conjurer cette malédiction.

Moment de vérité. Si le président réélu, qui n'a rien à perdre puisqu'il ne peut plus se représenter, fait le choix de la réforme et du courage, il pourra compter sur le soutien de tous ceux, plus nombreux qu'on ne le croit dans la société et la classe politique, qui font passer le destin de la France avant les querelles de boutique et les intérêts particuliers. Demain comme hier, Le Figaro sera de ceux-là. Mais si, à l'inverse, il se réfugie dans l'inaction et l'ambiguïté, il y a fort à craindre que ce second quinquennat entamé sous le signe de l'inquiétude démocratique finisse, comme les autres, dans la déconfiture et le chaos.

Le Figaro, 25/04/2022

